

# PROTECTION DE L'ENFANCE EN DANGER

## URGENCE DE SE MOBILISER EN SEINE SAINT DENIS!

Coupes budgétaires, fermetures de services, liquidations de structures, appels à projets, objectifs conventionnels à la hausse... L'austérité est de rigueur en Seine Saint Denis pour la protection de l'enfance et l'ensemble du secteur social public et associatif. Face à cette casse des services publics et de l'action sociale une réaction de l'ensemble des actrices et acteurs travaillant dans le 93 est à construire aux cotés des publics accompagnés. La date du 19 mars doit en être l'acte 1 !

Notre territoire, la Seine-Saint-Denis est un concentré d'inégalité et de précarité. Le travail social réussissait jusqu'ici, tant bien que mal, à colmater des brèches, à tisser du lien et à limiter les effets des politiques libérales. En attaquant, de manière frontale l'ensemble de l'action sociale à travers une politique « austéritaire », le CD93 va immanquablement fragiliser les dynamiques éducatives et de solidarité indispensable à la cohésion sociale.

Dans le cadre de son projet d'établissement, le conseil d'administration du Centre Départemental Enfants et Familles (CDEF) a programmé sur plusieurs années une baisse de plus de 120 places d'accueil à moyen et long terme avec la fermeture dès 2019 de plusieurs groupes et même d'un foyer comme « la Farandole » à Saint-Denis. Malgré de nombreuses interpellations, et notamment une demande de moratoire de ce projet d'établissement par les syndicats du CDEF, le président du CD93, Stéphane Troussel est jusqu'à présent resté silencieux...

Du côté de l'Aide Sociale à l'Enfance, la situation est également préoccupante... L'appel des juges du 5 novembre dernier a mis en lumière le délai moyen de 18 mois pour mettre en place une mesure éducative sur notre département. Dans le même temps le placement familial, est remis en question avec des assistantes familiales auxquelles Monsieur TROUSSEL applique une paye dégressive par enfant placé tout en souhaitant limiter l'accueil à 2 jeunes par famille, ce qui précariserait encore plus un métier déjà difficile à exercer. D'un point de vue national rien n'est fait pour donner un vrai statut à des professionnels compétents, et pour lesquelles le prix de journée est incroyablement et indécentement moins élevé que dans un foyer.



PROTECTION DE L'ENFANCE, ASE, PREVENTION SPECIALISEE, IME, PJJ, INSERTION, SERVICES SOCIAUX, ETUDIANT-ES...

# MARDI 19 MARS

## DEFENDONS LE TRAVAIL SOCIAL EN SEINE SAINT DENIS

Toute une jeunesse (jeunes majeurs, mineurs non accompagnés) se retrouve le plus souvent à la rue, livrée à elle-même. La plupart des services publics (éducation nationale, psychiatrie, services sociaux, justice...) se retrouvent confrontés à des situations ingérables au quotidien.

La seule réponse du gouvernement actuel semble être répressive avec une refonte de l'ordonnance de 1945. L'objectif serait bien de mettre fin définitivement à la primauté de l'éducatif en criminalisant l'Enfant au travers de procédures pénales calquées sur celle des majeurs. L'enferment deviendrait la solution à l'éducation et à l'insertion.

Dans le champ associatif, la protection de l'enfance encaisse des baisses de budgets entre 5 et 10%. Les clubs de préventions sont invités à se tourner vers les mairies pour pallier ce désengagement progressif. C'est dans ce contexte que les associations Ville et Avenir et Vie et Cité préparent une fusion qui risque de se faire sur le dos des salarié-e-s.

Au-delà de la protection de l'enfance, nous constatons, une généralisation des appels à projets pour financer les structures relevant de l'action sociale, du logement et de l'insertion. Les appels à projet sont un outil démolition sociale. Ils consistent à placer les structures en concurrence les unes contre les autres en agissant sur deux leviers complémentaires : la baisse des budgets et une augmentation progressive des critères conventionnels ayant pour impact une intensification du travail et une dégradation des services rendu aux usagers.

Dans plusieurs départements, le social, le médico-social et l'éducatif sont devenus de simples variables d'ajustements. Partout, nous observons les mêmes mécanismes consistant réorganiser les services en généralisant les managements par les chiffres, à liquider des structures, à favoriser les fusions, à diversifier les sources de financement en s'ouvrant au mécénat, aux banques ou au monde de l'entreprise... Pour mettre fin à cette partie de Monopoly du 93, nous invitons l'ensemble des professionnel-les à se rencontrer, à se fédérer à agir les un-e-s avec les autres. Il est temps de décloisonner et d'agir de manière coordonnée.

**Des prises de paroles auront lieu tout au long du défilé :**

- **Devant le siège du CDEF 93 (Immeuble Européen 1)**
- **Puis devant le bâtiment de l'Education Nationale**
- **Puis sur le Parvis du Tribunal de Bobigny**
- **En passant par l'immeuble Picasso**
- **Pour terminer sur le Parvis de la Préfecture**



**RDV LE 19 MARS A 12H00**

**DEVANT L'IMMEUBLE L'EUROPEEN 3 A BOBIGNY**

**225, Avenue Paul Vaillant Couturier - Metro Bobigny Pablo Picasso (L5)**